Élections Législatives du 18 Novembre 1962

Le Mouvement Républicain Populaire et le Centre Démocratique

présente dans la deuxième circonscription de METZ



Joseph SCHAFF

Maire de MONTIGNY-lès-METZ
Conseiller Général
Président de l'Union des Maires
de l'Arrondissement de METZ-CAMPAGNE
Combattant volontaire de la Résistance

et

Paul MAYOT

remplaçant éventuel
Exploitant agricole
Maire de PANGE
Président cantonal de la C.G.A.



Qui est notre candidat ?

Ce qui frappe d'abord, chez Joseph SCHAFF, ce sont ses capacités de travail, sa ténacité toute lorraine, et sa fidélité, ce qui en fait un homme bien « de chez nous ».

Il s'est déjà beaucoup dépensé pour sa ville dont il est le Maire depuis 1945, pour ce canton de PANGE dont il est Conseiller général, pour ce département et notre pays qu'il a servi en qualité de député de 1946 à 1958. Joseph SCHAFF a toujours combattu pour plus de justice sociale et s'est attaché à défendre avec ardeur la cause du plus petit plutôt que celle du plus fort, notamment dans le règlement des dommages de guerre.

Ce n'est pas dans des discussions académiques qu'il excelle, c'est dans l'action. Dans ce département terriblement meurtri par la guerre et au fort accroissement démographique, une des tâches essentielles à laquelle s'est attelé Joseph SCHAFF a été le problème du logement, dont il est devenu un des spécialistes les plus avertis, et ce n'est un secret pour personne qu'un tel homme à sa place au Parlement. Il a pensé avec raison que c'est par un logement ou par une maison dont chacun est propriétaire que commence le bien-être.

Il est le type des honnêtes et scrupuleux serviteurs du pays, à qui il est possible de confier la gestion du pàtrimoine national qui touche notre avenir et celui de nos enfants, et sur lequel la carte d'électeur nous donne un droit de regard.

Son suppléant est lui aussi d'une vieille famille lorraine. Ce n'est pas la première fois qu'il s'intéresse à la chose publique puisqu'il est Maire de la Commune de PANGE, militant et responsable agricole. Un homme aussi pour qui le passé répond de l'avenir.

VOICI LES HOMMES, VOILA LE PROGRAMME D'ACTION :

Chers électrices, chers électeurs,

Je me propose une fois encore à vos suffrages non pas comme un nostalgique du passé, ou de mon mieux pourtant dans la France d'alors j'ai essayé de vous servir et de servir la nation, mais comme un candidat qui en 1962, fidèle à l'idéal qui l'a toujours animé, veut poursuivre avec votre accord, trois objectifs qui lui apparaissent essentiels ;

I - Collaborer à la construction d'un Etat fort où les citoyens restent des hommes libres.

Je suis de ceux qui ont toujours fait confiance à de GAULLE tant pendant la Résistance qu'après. Je salue les éminents services qu'il a rendus à la France depuis 1958 : il a réglé le problème algérien en évitant au pays la guerre civile et il a restauré le prestige de la France à l'étranger.

Aujourd'hui et demain, il doit poursuivre sa tâche. Tout en souhaitant l'élection du Président de la République au suffrage universel, ce qui vient d'être décidé le 28 Octobre, je pense que le Parlement doit encore pouvoir assurer sa mission d'intermédiaire entre le Gouvernement et le Peuple. (Discours du Général de Gaulle prononcé le 4-9-1958).

En ce domaine, c'est surtout à « l'après de GAULLE » qu'il faut songer.

Un Exécutif fort coopérant avec le Législatif, ainsi que cela a été prévu par la Constitution de 1958 est le fait de toutes les grandes démocraties modernes : en Amérique le Président de la République tout en ayant en mains l'Exécutif reste soumis aux lois que vote la Chambre des Représentants et le Congrès, en Angleterre le Premier Ministre est l'émanation du Parti majoritaire aux élections, en Allemagne le Chancelier reste sous le contrôle de la Chambre des Députés.

II - Partager entre tous les Français les bénéfices de l'expansion économique.

S'il est certain que depuis plusieurs années l'économie connaît une expansion considérable, d'ailleurs constatée dans la plupart des autres pays d'Europe Occidentale, il faut bien remarquer que toutes les classes sociales n'en ont pas bénéficié, notamment les VIEUX, les FAMILLES, certaines catégories de SALARIES, les PAYSANS.

Les dévaluations monétaires, favorisées par l'introduction du nouveau franc, n'ont pas manqué de peser lourdement sur les prestations des **personnes âgées,** restées anormalement basses et sur le montant des **allocations familiales** dont les timides majorations n'ont pas été proportionnelles aux lentes mais constantes diminutions du pouvoir d'achat.

Beaucoup de **« serviteurs de l'Etat »** sont encore rémunérés trop chichement, ce qui provoque dans certains secteurs comme **« l'enseignement »** une grave pénurie de maîtres, ce fait amène à voir des classes surpeuplées où la jeunesse ne reçoit pas l'enseignement qui lui revient. Cette jeunesse a en effet besoin d'une formation professionnelle et technique. Il faut lui procurer des centres d'apprentissage et l'orienter vers les secteurs de l'économie où elle trouvera de l'emploi pour éviter ces faits trop fréquents : un jeune titulaire du C.A.P. ne trouvant pas de travail ou n'obtenant qu'un emploi mal rémunéré.

Les **« zones de salaires »** créent une disparité injustifiée entre les employés et les ouvriers d'une région et ceux d'une autre, ce qui accentue encore le déséquilibre entre les secteurs à forte densité démographique et les autres, il faudrait donc s'employer à leur suppression totale.

L'agriculture doit, elle aussi, cesser d'être une parente pauvre. A égalité de travail, de compétence et d'investissement, il doit y avoir pour les paysans, égalité de revenus avec les autres professions. Pour ce faire, il faut commencer par rétablir en fait l'indexation des prix des produits agricoles. Sur le plan municipal il est nécessaire d'obtenir la réforme des finances locales tant de fois demandée et le respect de l'autonomie communale.

III - Construire une Europe unie.

En ce domaine, il s'agit de poursuivre l'œuvre de R. SCHUMAN. Entre le bloc américain et le bloc russe, le marxisme et le capitalisme, il y a place pour une **troisième puissance : l'EUROPE unie.** Une Europe d'alliance de pays à pays n'est pas suffisante. L'histoire apprend que de telles alliances n'ont pas résisté aux assauts des événements. Il faut une **Europe intégrée** où chaque pays comme une province conserve une autonomie interne, **mais participe à un gouvernement véritable européen.** Ce rêve d'hier devient la chance d'aujourd'hui. Il faut la saisir. Ce souhait est celui de **tous les autres pays européens où des démocrates chrétiens assurent les responsabilités gouvernementales :** l'Allemagne avec la C.D.U., et le Chancelier ADENAUER, l'Italie, avec le parti démocrate chrétien et M. FANFANI... Quelle **force matérielle, intellectuelle, militaire,** représentera alors une **Europe** qui pourra avoir une vraie force de frappe communautaire ! Elle sera respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés. Elle sera **force d'équilibre,** dans ce monde difficile.

Pour être au Parlement, un artisan de la réalisation de ces objectifs, il me faut d'abord votre confiance, c'est elle que je sollicite le 18 Novembre prochain.

Joseph SCHAFF

Ne rayez ni le nom du candidat, ni celui de son suppléant, le bulletin serait nul.

IMP. G. CHAMBRE - METZ